

D'autre part, parce qu'un homme dont la vie politique si longue et si longtemps insignifiante n'a jamais dépassé les limites du médiocre; parce que cet homme après avoir joué depuis 1809 le rôle obscur d'utilité, de compare, dans presque tous les cabinets toris ou whigs qui se sont succédés en Angleterre, parce que cet homme, disjunctivement entré en 1830 sous les drapeaux du parti whig, éclipsé d'abord par tous les hommes éminents qui formaient le premier ministère de lord Grey, n'est vu grandir peu à peu, par la retraite à la mort de la plupart de ces hommes, au point d'acquiescer dans le cabinet si souvent disloqué de lord Melbourne, une importance que rien en lui ne justifie; parce que cet homme, ainsi grandi par le hasard, après avoir proclamé pendant dix ans que l'alliance anglo-française est le salut du monde, après avoir proposé à la France un acte d'agression ouverte contre la Russie, se décide brusquement, du jour au lendemain, à passer d'un camp dans l'autre, sans autre motif que sa vanité froissée par la prétendue démarche directe de M. Thiers auprès du pacha et le fait accidentel de l'insurrection de Syrie, et entraîne malgré eux ses collègues dans une politique de sous-lieutenant, basée uniquement sur une prévision injurieuse pour nous, et qui en d'autres temps, eût été si téméraire (3); parce que cet homme, agissant ainsi à l'étourdie, sans plan arrêté, sans moyens préparés (4), pour faire face aux éventualités qui peuvent surgir d'un conflit, et au risque de jeter l'Europe dans une guerre interminable, se trouve tout à coup justifié par deux faits également imprévisibles, la faiblesse militaire du pacha et l'inaction de la France; parce qu'en un mot lord Palmerston, quand le statu quo était sans périls et l'intervention entourée de dangers, s'est décidé lestement, sans urgence, à jouer le repos du monde avec une chance contre deux, et parce qu'il a gagné la partie, il n'est impossible de voir dans ce va-tout d'un joueur impatient et heureux une de ces conceptions longtemps mûries, fortement combinées, assez large pour tout embrasser, assez solide pour parer à tous les obstacles, assez vivaces pour suffire au présent et à l'avenir, et telles en un mot qu'elles peuvent sortir de la tête d'un homme de génie.

On dit souvent chez nous que le traité du 15 juillet changeait la face du monde; cela est possible, bien que plusieurs de ceux qui le disaient bien haut d'abord affectent aujourd'hui de dénigrer étrangement ce qu'ils représentaient comme si formidable; mais, ce qui ne paraît certain, c'est que lord Palmerston s'inquiétait peu de ce grand résultat. Son but était moins vaste et plus immédiat; l'influence russe l'influait à Constantinople, l'influence française l'influait en Egypte; ne pouvant les anéantir toutes deux, il a voulu briser au moins l'une ou l'autre pour y arriver il a pris le chemin le plus court; il a commencé par proposer à la France d'agir contre la Russie, en forçant de concert les Dardanelles. La France, fidèle à cet esprit d'indécision qui caractérise sa politique extérieure depuis la mort de Casimir Périer, la France a refusé, c'était son droit; mais elle avait attendu à ce qui est arrivé: c'est que l'honorable lord, ne pouvant régler la question contre la Russie avec elle, chercherait à la régler avec la Russie contre elle. Ce plan allait offrir pourtant de nombreux obstacles qui eussent arrêté un esprit moins présomptueux; il fallait pour donner raison à lord Palmerston, qu'Ibrahim, garni d'espérances françaises, ne passât pas le Taurus; que la flotte russe n'eût pas sorti de la mer Noire pour occuper Constantinople; qu'une superbe flotte française se promenant à

nocement de Salamina à Toulon, tandis que quatre ou cinq vaisseaux canonnaient Beyrouth; il fallait que le pacha attendît toujours un appui sérieux, imposât l'inaction à son fils; il fallait que M. Thiers, maître un instant de la situation, attendît à son tour, pour agir qu'on pût lui jeter à la tête l'invincible argument des faits accomplis; il fallait enfin que le pacha devint lui aussi le très humble serviteur des faits accomplis, de sir Napier et du Foreign-Office, en attendant que ses successeurs viennent barboter dans les rues de Londres avec tous ces petits souverains détrochés de l'Inde, qui hument le pâle soleil anglais à Hyde-Park, apprennent à chanter le *God save the Queen*, et oublient leur royales splendeurs en buvant du porter aux frais du trésor public. Il fallait que lord Palmerston, en tombant du ministère, n'eût pas même à léguer à ses successeurs, comme une conséquence de sa témérité, le redoutable isolement de la France; il fallait, en un mot, que le ministre fashionable apparût jusqu'au bout en politique ce qu'il fut jamais en amour, l'enfant gâté de la fortune. Et maintenant, en attendant que la face du monde soit changée par le fait de lord Palmerston, ce qui ne serait qu'une preuve de plus que tous les moyens sont bons à la Providence pour arriver à ses fins, comme ce nom est désormais attaché à un fait historique dont les résultats peuvent être immenses, nous allons nous efforcer de tracer ici brièvement les principaux linéaments de cette vie longtemps obscure.

(A continuer.)

LA PROCHAINE MALLE ANGLAISE,
Par le Steamer de Boston du 1er d'Avril 1847
SERA CLOSÉ AU
Bureau de Poste de Montréal,
LE 27 DU COURANT A 7 HEURES P. M.
Les journaux doivent être livrés à 5 heures.



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 19 MARS 1847.

DE L'AVENIR DES COLONIES ANGLAISES.

Nous touchons à l'époque la plus importante de notre existence coloniale. Après des jours de misères, de servage et d'inaction, les Colonies Anglaises sont appelées véritablement à prendre part aux bienfaits du gouvernement représentatif. Le Loinse tombe en ruine sous les coups de la liberté constitutionnelle. En vain se débat il encore contre la mort comme un moribond dans les étreintes de l'agonie; ses jours sont comptés, et le milieu de ce 19e siècle qui a vu de si grandes choses, nous verra prendre part aux destinées que Dieu garde à l'Amérique.

Ce que l'Angleterre veut faire pour ses colonies, le *Times* de Londres que nous avons cité il y a quelques jours, nous l'a dit en termes non équivoques, et l'article suivant publié dans le *Canadien* de Lundi dernier nous le dit encore aussi explicitement:—

LE CHEMIN DE FER ET L'UNION GÉNÉRALE DES PROVINCES ANGLAISES DE L'AMÉRIQUE DU NORD.—Voici l'article de la *Gazette Maritime* (*Shipping Gazette*) de Londres, dont nous avons cité quelques passages dans notre dernier numéro:

« En maintes occasions nous avons indiqué nos colonies, et plus particulièrement celles de l'Amérique du nord, comme les sources naturelles et légitimes d'où nous pouvions attendre du secours au moment du besoin. Si diversifiées que soient nos colonies de l'Amérique du nord, en climat peut-être autant qu'en fertilité; si vaste que soit l'étendue de leur territoire, il ne faut pas un grand effort d'investigation pour montrer qu'on pourrait et devrait en faire les greniers des îles Britanniques; et nos colonies des Indes-Occidentales devraient aussi en recevoir les provisions; branche de commerce dont les Etats-Unis ont aujourd'hui le monopole presque complet. Le Canada, le Haut-Canada surtout, pourrait à peine être surpassé comme pays à blé; tandis que les provinces inférieures, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, devraient produire de l'avoine, du seigle et de l'orge en abondance; elles produisent en effet, déjà, de grandes quantités de ces grains.

« Tout le monde convient que le développement des ressources de nos colonies de l'Amérique du nord, du Canada surtout, a été trop longtemps retardé. Jusqu'ici on a jeté tout le blâme sur l'exécutif; mais sans exonérer le département des colonies en Angleterre de toute participation à leur mauvaise administration passée, nous sommes portés à attribuer une grande partie de leurs maux, c'est à dire, de l'absence de cette prospérité dont elles devraient jouir, aux jalousies et aux conflits d'intérêts supposés entre le haut et le bas Canada et entre les provinces supérieures et inférieures.

« Quel est donc le remède? Ce n'est certainement pas de continuer un mauvais système, un système qui ne peut fonctionner d'une manière soit avantageuse ou satisfaisante. Il nous paraît évident qu'il faut adopter une mesure large et hardie, et que pour rendre nos colonies de l'Amérique du nord réellement utiles à la mère-patrie et prospères elles-mêmes, il faudrait en former un seul grand gouvernement fédéral, chaque province ayant son sénat local et son gouverneur particulier, comme aux Etats-Unis, et tout le territoire ayant à sa tête un gouverneur en chef, avec une chambre d'assemblée et un sénat tirés des différentes provinces, pour l'administration générale de leurs affaires et pour la défense de l'empire canadien. Québec devrait alors être érigé en port franc pour tous les vaisseaux descendant des lacs à travers le Canada, et de même Halifax et Saint-Jean du Nouveau-Brunswick. Par ce moyen l'on ferait de ces derniers ports les débouchés d'hiver obligés des céréales du Haut-Canada et des états à l'ouest de New-York, au lieu de jeter tout cet important commerce entre les mains de cette dernière ville, pendant que les exportations du Canada sont tous les ans arrêtées, quatre ou cinq mois durant, par les glaces. D'ailleurs, quand il y a probabilité qu'il nous faudra tous les ans tirer de cette portion de l'Amérique une partie considérable de la nourriture nécessaire à la subsistance de notre population, il serait à la fois dangereux et imprudent que nous dépendissions trop d'un pays avec lequel nos relations amicales pourraient être interrompues d'un jour à l'autre.

« A présent le Canada, comme débouché commercial, est bloqué durant les mois d'hiver, et par cette raison une grande partie du commerce qui devrait passer par ses magnifiques eaux intérieures et ses superbes canaux se dirige sur New-York, d'où les exportations sont libres en toute saison. Ce donc qu'il faut au Canada, c'est un port d'hiver, et c'est ce que nous proposons de lui donner par l'établissement de chemins de fer des lacs à Saint-Jean et à Halifax; tandis que pour empêcher tout conflit d'intérêts qui pourrait nuire à l'obstacle au fonctionnement d'un système avantageux à toutes nos provinces d'Amérique, nous proposons de consolider leurs intérêts généraux dans une union fédérale.

« L'état de l'esprit public dans le Canada en ce moment est tel qu'il faut le traiter avec délicatesse. L'idée régnait parmi les Canadiens, et

ce n'est peut-être pas sans quelque raison, qu'on leur fait une injustice en réduisant les droits sur les bois de la Baltique et en admettant librement les grains étrangers. Par manière de compensation, la chambre de commerce de Montréal demande l'abolition des droits différentiels impériaux, celle du droit de 3 schellings, qui se perçoit à la frontière canadienne, sur le blé américain, une modification des lois de navigation qui permette d'employer des vaisseaux étrangers, et la libre navigation du Saint-Laurent. La chambre de commerce devrait cependant se rappeler que les droits impériaux perçus dans la colonie, quoiqu'ostensiblement imposés pour la protection des intérêts de la métropole, sont versés dans le trésor colonial, et que s'ils étaient abolis, il faudrait imposer d'autres taxes dans la colonie pour lui former un revenu. Comme de raison, il faut que le droit d'entrée sur le blé venant des Etats-Unis soit abandonné. C'était un droit protecteur de l'agriculture anglaise, exigé par la politique gouvernementale du jour, comme une compensation pour l'admission (en Angleterre) du blé du Canada à 1s de droit. Le gouvernement ayant renoncé à cette politique, le droit de frontière (sur le blé américain) ne peut plus être maintenu sur aucun principe rationnel. Ce sera donc, disons-nous, un bienfait immense pour le Canada, si l'on adopte les mesures ultérieures que nous avons recommandées: car le Canada, avec ses ports subsidiaires d'Halifax et de Saint-Jean, pour la saison d'hiver, deviendrait le grand entrepôt et la ligne de transit de presque toutes les céréales et les provisions que ces îles reçoivent maintenant par la voie de New-York. Quant aux lois de navigation, nous sommes portés à croire qu'elles sont plutôt favorables que défavorables à nos frères de l'Amérique du nord, et que le Canada, avec sa nombreuse flotte coloniale, ne devrait guère s'en plaindre.

« La libre navigation du Saint-Laurent est un point d'une telle importance, et qui se lie tellement aux relations étrangères de la Grande-Bretagne, que nous en ferons le sujet d'un autre article.»

Maintenant qu'on nous comprenne bien; nous n'entendons pas nous prononcer de suite pour ou contre cette union des Colonies de l'Amérique du Nord. C'est là une question qui mérite d'être considérée mûrement et sous toutes ses faces, et que nous traiterons au long dans prochains articles. Aujourd'hui ce qui nous réjouit, c'est la pensée de libéralisme et d'affranchissement politique que l'Angleterre veut appliquer au gouvernement futur de ses Colonies. C'est cette pensée qui va nous arracher de l'ornière, nous mettre en mouvement et détruire de fond en comble les dernières vestiges du despotisme et de l'arbitraire.

Nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux les opinions du *Courier des Etats-Unis* sur ces grands projets de l'Angleterre à l'égard de ses Colonies. Les vues de ce journal si justement estimé en Amérique comme en Europe sont larges et profondes. Il exprime d'ailleurs au sujet du Canada de si vives sympathies et de si justes pensées que nous nous empressons de les reproduire:—

« Il y a dans ce projet, une vaste pensée, il faut le reconnaître. C'est le digne pendant de celles qui ont donné à l'Angleterre l'émancipation des catholiques sous lord Wellington et la réforme des lois des céréales sous sir Robert Peel. Lord John Russell veut écrire dans l'histoire du son pays son nom, comme homme d'état réformateur, à côté de ces deux grands noms. Le peuple anglais est admirable en cela qu'il sait reconnaître l'heure des nécessités sociales sur le cadran du temps. De tous les gouvernements Européens son gouvernement est celui qui sait le mieux céder à propos, et comprendre les enseignements du présent et éviter ainsi les malheurs de l'avenir. Il a compris que le régime des colonies était une exception et que tôt ou tard ce régime devait rentrer dans la règle générale, à savoir que chaque communauté d'hommes suffisamment éclairés ait la principale part à l'administration de ses propres affaires.

« Les colonies, comme toutes les sociétés, ont eu leur temps de minorité qui légitimait leur tutelle; mais l'heure de la majorité fait sonner avec elle celle de l'émancipation, et reconnaître cette émancipation, lorsque le droit et le besoin s'en manifestent, c'est la seule manière de conserver les liens d'affection et d'intérêt qui rattachent les uns aux autres les membres de ces grandes familles qui constituent les empires. L'établissement des vice-royautes projetées n'est pas sans quelque danger d'une autre espèce, cela est vrai. Ces demi-rois peuvent aspirer à devenir rois tout entiers; ces ambitions sont écrites dans le livre de l'histoire et dans celui de l'humanité. Mais l'Angleterre n'a guère le choix qu'entre deux risques; celui de perdre un jour ses colonies lointaines par l'insurrection, ou celui de les perdre par l'usurpation, et de ces deux chances la seconde n'est point la plus mauvaise, car elle est moins imminente que la première. La meilleure manière, eu égard, de retarder, sinon d'empêcher, l'indépendance de nos colonies, c'est de leur donner, autant que possible, l'indépendance de fait. Tel est le secret de l'existence paisible et incontestée de la royauté britannique, qui s'est garantie, par des institutions républicaines, du danger d'une république.

« De toutes les possessions anglaises celle qui réclame le plus vivement une réforme que elle soit, celle qui sent le plus lourdement le poids des abus du régime actuel, c'est le Canada. Une minorité égoïste, cupide, fanatique, composée de nouveaux venus ou d'étrangers au sol canadien, y domine et opprime la majorité de la vieille population indigène. L'arrivée du nouveau gouverneur, lord Elgin, vient d'être inaugurée à Montréal par des scènes de désordre qui sont une des mille faces de cette oppression.

« Les élections municipales, qui ont eu lieu le premier de mars, ont été troublées par des actes de violence dont le journal la *Miner* fait un tableau hideux. Le parti des *loyaux constitutionnels*, c'est à dire des toris anglais, se voyant en minorité dans tous les scrutins, a fait envahir les polls par des assomoirs. Ces bandes, armées de bâtons et de pistolets, dit la *Miner*, parcouraient les rues en poussant des cris de bêtes féroces, et maltraitaient les citoyens paisibles. Plusieurs coups de feu avaient été tirés, des fenêtres avaient été brisées, et il est difficile de dire ce qui serait arrivé plus, si des troupes n'avaient pas été appelées. Le parti libéral n'en a pas moins triomphé dans tous les districts, et il a été question de la résignation du cabinet de lord Elgin, dont M. Draper est le chef.

« Il est temps que l'Angleterre mette fin à un pareil état de choses. Le Canada est mûr pour la liberté, et quand on ne sait pas cueillir les fruits mûrs, ils tombent.

MAISON D'INDUSTRIE.

En conformité à la requisição que nous avons publiée dans notre dernier numéro, il y a eu, mardi dernier, au Palais de Justice de cette ville, une assemblée des citoyens, aux fins de prendre en considération l'expédition d'établir une Maison d'Industrie, à Montréal, et les moyens de parvenir à ce but. Son Honneur le Maire fut appelé au fauteuil et W. Bristow, écrl, pria d'agir comme secrétaire.

Son Honneur le Maire expliqua le but de l'assemblée, qui était de pourvoir à l'établissement d'une Maison d'Industrie, sur une base large et libérale. Il dit que, personnellement, il était opposé à une institution dont l'objet serait d'offrir un asile permanent aux pauvres, parce que cet asile serait bientôt rempli de tous les faibles des campagnes environnantes. Il doutait s'il serait sage d'établir une maison permanente de refuge, parce que les paresseux seraient certains de trouver dans leur pauvreté un asile confortable, et bien souvent, les parents qui sans cela se seraient un devoir de les soulager, préféreraient les laisser à la charge de la société. Il pensait que tels étaient les sentiments de lord Brougham.

Son Honneur répéta qu'il n'était pas opposé à l'érection d'une Maison de Refuge, mais qu'il désirait prévenir l'assemblée contre l'établissement d'une maison qui servirait de tentation aux paresseux et aux vagabonds de tous les endroits, et qui induirait les émigrés, en arrivant dans ce pays, à recevoir les bienfaits de cette institution, plutôt que de se reposer sur leurs propres efforts. L'hon. M. Hineks parla quelques tems sur le

fait pas bon de voyager sur cette mauvais route le soir.

— Surtout quand on a le gousset garni comme un marchand de cochons, dit un grand quidam de mauvaise mine qui se leva de derrière le poêle où il fumait magistralement sa pipe.

Le marchand ne répondit rien et alla vers la porte voir si le ciel s'éclaircissait; mais la pluie tombait à torrents pressés, et le ciel semblait un vaste arrosier de plomb jetant de l'eau par nappes immenses. Le marchand fit un geste d'impatience et vint se rasseoir auprès de sa pinte de bière. Quelques moments après arrivèrent, malgré la pluie battante, plusieurs hommes à mines patibulaires, qui parurent étonnés de trouver dans un pareil lieu une figure honnête. Ils s'attablèrent, demandèrent de la bière, des cartes et se mirent à jouer.

Pour le malheur du pauvre marchand, il était joueur forcé; et il se rapprocha des joueurs et parut bientôt prendre un tel intérêt à leur partie, qu'un de ceux-ci lui demanda de le remplacer. Le marchand accepta, et bientôt il eut perdu trois couronnes (pièces de six livres de France) voyant que la veine ne lui était pas favorable, il quitta le jeu, et prit, pour payer son adversaire, une assez grande bourse de cuir bien garnie qu'il remit prestement en poche. Mais son mouvement n'avait pas été tellement rapide que l'hôte ne put jeter un coup d'œil furtif sur son magot. Ses traits s'illuminèrent d'une âpre convoitise; mais bientôt elle alla reprendre sa place derrière son comptoir, non sans jeter de temps en temps sur le marchand des regards où se lisait une affreuse pensée.

Les fraudeurs jouèrent encore quelques parties, lorsqu'un coup de sifflet s'étant fait entendre dans la rue, ils se levèrent avec empressement, prirent leurs manieaux mouillés et s'élançèrent au dehors à travers la tempête de pluie qui était arrivée dans ce moment à son apogée.

— Quels sont ces hommes? demanda le marchand.

— De pauvres fraudeurs qui gagnent leur vie bien tristement, comme vous voyez; c'est quand il fait un temps à ne pas mettre le diable à la porte, comme on dit, qu'ils font les meilleures affaires.

— C'est un pauvre métier, fit le marchand en chargeant sa pipe.

— Ah! tout le monde n'a pas le bonheur de se choisir un métier à gagner en un jour ce que d'autres gagnent en un mois, comme vous, par exemple.

Le marchand ne répondit rien à cette provocation directe et alla à la fenêtre. La nuit était tout à fait tombée. Tout à coup, deux pas se firent entendre dans la rue et un grand colosse ruisselant et crotté se jeta dans le cabaret en blasphémant comme un damné. C'était le mari qui disparut bientôt avec sa femme, à laquelle il avait demandé des vêtements de rechange. Au bout d'un quart d'heure, il reparut; il avait l'air caressant et l'air patelin.

— Ma foi, camarade, dit-il, si vous devez retourner ce soir encore à Forêt, je vous plains; les rues sont noires comme un tour, songez ce que ce doit être sur la grand'route et par les bois que vous voulez traverser.

— Mais où diable voulez-vous que j'aille, dit le marchand après un moment de réflexion; les auberges sont loin d'ici, et je suis sûr qu'à l'heure qu'il est, elles sont toutes encombrées de marchands étrangers, venus à la foire. Pourriez-vous, par hasard, m'indiquer un endroit près d'ici où je puisse loger, car je ne suppose pas que vous puissiez m'offrir un lit.

— Qu'en pensez-vous, femme? fit Robertus à sa compagne.

— Mais, en nous gérant un peu, cela pourra se faire pour une nuit, dit-elle; oui, il faut un

tenis à ne pas mettre son plus mortel ennemi dehors.

— Alors, va comme est dit, fit le marchand en jetant sur la table son chapeau et son bâton. Faites-nous chauffer un pot de bière sucrée et cinq œufs pour terminer la soirée.

Une demi-heure après, le marchand conduit par la femme se couchait dans la pièce au premier étage; quelques instants après, il était endormi d'un sommeil à délier la trompette de l'Archange.

Vers les deux heures du matin, un fraudeur passant devant la maison entendit pousser un cri sourd, suivi d'un long gémissement. Il s'arrêta un moment pour écouter; mais tout était rentré dans le silence. Au dedans se passait pendant ce tems une scène terrible.

La femme Robertus, nu-pieds, une lampe à la main était debout auprès de son mari qui, armé d'une hache, semblait épier un soupire, un gémissement de sa victime pour redoubler ses coups. Le marchand avait le crâne ouvert jusqu'au nez; tout à coup sa femme posa la lampe.

— Je te l'avais dit cependant de ne pas te servir de la hache, dit-elle; si tu avais pris un marteau, nous ne serions pas emparés de tout ce sang. Attends que je cherche du sable pour étancher tout cela.

Quand cette besogne fut faite, Robertus dit à sa femme:

— Qu'allons-nous faire de ce corps; on peut bien le garder un jour, deux jours, mais après...

La mégère porta la main à son front, réfléchit un moment, puis dit à son mari d'un air impérieux:

— Suis moi, prend cela sur tes épaules, je vais l'éclairer pour descendre l'escalier.

Le cabaretier prit le corps du marchand, descendit l'escalier d'un pas lourd; arrivés dans la pièce du rez-de-chaussée, sa femme souffla la lampe qui aurait pu les trahir et ils s'acheminèrent

vers le jardin. A l'extrémité du jardin, la femme posa une échelle contre le mur, Robertus la gravit et, arrivé à la crête de la muraille, jeta de l'autre côté son fardeau, qui tomba avec un bruit sourd, puis tendit la main à sa femme qu'il amena auprès de lui. Alors attirant à eux l'échelle, ils descendirent dans un vaste jardin appartenant à un pauvre maraîcher. Au milieu de la cour se trouvait une charrette chargée de paille que Robertus devait conduire le lendemain à un village de la banlieue. L'homme et la femme se mirent donc à arracher des bottes de paille de la charrette et y logèrent en place le cadavre mutilé.

— Tu te débarrasseras demain de ce corps en le jetant à la nuit dans le canal, dit la femme; allons maintenant laver la place, car je ne sais rien de plus difficile à enlever que du sang qui a coulé tout chaud sur un plancher.

La précaution qui devait les sauver fut ce qui les perdit, car deux mois après, les deux époux étaient rousés sur la grande place de Bruxelles.

La maison maudite avait eu son baptême de sang; d'autre sang allait bientôt y couler. Elle resta inhabitée pendant longtemps, lorsqu'en 1785 un intrépide locataire s'y présenta. C'était un homme de quarante ans, accompagné d'une jeune femme; ils y vécurent quelques mois en silence, ne donnant jamais lieu à aucune commentaire de leurs voisins, hautement scandalisés d'une pareille discrétion. Vers la fin de septembre de la même année, un jeune garçon de quatorze ans, séduit par la beauté appétissante des fruits du jardin de la maison maudite, s'y introduisit une nuit, et grimpa bravement dans un grand poirier touffu placé devant les fenêtres donnant sur le jardin. Il était depuis quelques minutes occupé à garnir un ample sac qu'il avait emporté avec lui, lorsque tout à coup son attention fut attirée vers la maison où des bruits étranges se faisaient entendre. Caché derrière

un épais rideau de feuillage, l'enfant jeta les yeux dans l'intérieur de la chambre d'où provenaient ces bruits, et un horrible spectacle s'offrit à sa vue.

Un homme, pâle, tenant un couteur à la main, était occupé à désarticuler froidement un cadavre de femme qui se trouvait devant lui. La nuit était calme et belle; nulle brise n'agitait l'air; l'enfant, terrifié par cette hideuse boucherie, demeura sans voix et se cramponna de toutes ses forces à son arbre, sans détourner un instant ses regards qu'une puissance invincible rivait à cet affreux spectacle. L'homme s'arrêtait parfois dans son atroce besogne et pariait prêter l'oreille à ces mille bruits qui s'élevaient au sein des nuits les plus calmes. Parfois il regardait fixement le cadavre étalé devant lui; alors il portait les mains à son front comme pour y refouler les remords qui déjà le mordaient à la cervelle. La porte de l'escalier était ouverte derrière lui, et au moindre bruit imperceptible pour une autre oreille, l'homme se précipitait sur le palier en frémissant de tous ses membres; enfin il termina son horrible opération et descendit dans le jardin.

Nous raconterons sous l'empire de nos souvenirs d'enfance pendant laquelle cette histoire nous a fait passer de bien mauvaises nuits.

L'enfant, spectateur de cette sanglante orgie, resta sur son arbre jusqu'au jour et rentra chez lui, pâle, hébété et sans voix; pendant deux jours on n'en pu tirer une parole. Sa pensée semblait paralysée par une horrible obsession.

Deux jours après, on trouva, dans les roseaux des fossés de la porte de Hal, des sanglants débris renfermés dans une barrique. L'enfant, appelé à la raison à force de soins, parla et raconta son horrible nuit; mais quand on voulut s'assurer de l'assassin, on trouva la maison vide.

Quelques années s'écoulèrent. Les volets